

Notification préalable d'une concentration
(Affaire COMP/M.4845 — Santander/ABM AMRO assets)
Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée
(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2007/C 194/08)

1. Le 14 août 2007, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Banco Santander Central Hispano, S.A. («Santander», Espagne) acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de plusieurs parties de ABN AMRO Holding N.V. («ABN AMRO assets», Pays-Bas), par offre publique d'achat annoncée le 29 mai 2007.
2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:
 - Santander: services bancaires aux entreprises et aux particuliers, gestion d'actifs et assurances, essentiellement en Europe continentale, au Royaume-Uni et en Amérique latine,
 - ABN AMRO assets: les actifs comprennent ABN AMRO Business Unit Latin America (à l'exclusion de la banque de gros en dehors du Brésil et de la gestion d'actifs) et Antonveneta.
3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽²⁾, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.
4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.4845 — Santander/ABM AMRO assets, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des concentrations
J-70
B-1049 Bruxelles

⁽¹⁾ JOL 24 du 29.1.2004, p. 1.

⁽²⁾ JO C 56 du 5.3.2005, p. 32.